

Guinée, l'eldorado minier qui fait saliver le monde entier

PAR DAN ISRAEL
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 21 OCTOBRE 2013

Corruption, séduction des politiques, abandon de contrats déjà signés... Les plus grands groupes miniers se battent pour mettre la main sur les trésors du sous-sol guinéen, riche en bauxite et en fer. Leurs agissements font l'objet d'une enquête de la justice américaine et d'un examen approfondi de la banque mondiale. Deuxième volet de notre enquête sur la Guinée.

Le sous-sol de la Guinée abrite de fabuleuses ressources. Et les moyens mis en place par les géants industriels de tous les continents pour s'en emparer sont tout aussi exceptionnels. Uranium, diamants, or, fer, bauxite – dont ce petit pays d'Afrique de l'Ouest possède entre le quart et la moitié des réserves mondiales connues, selon les estimations... Les plus grands groupes miniers se bousculent pour mettre la main sur ces trésors, et courtisent ardemment les responsables politiques chargés de délivrer les précieux permis d'exploitation. Ouvrant la porte à une corruption à grande échelle et à d'opaques *deals* politico-économiques, où chaque grand groupe tente de s'attirer les faveurs des dirigeants du moment, ou de leurs remplaçants potentiels.

Les ressources immenses de l'eldorado minier guinéen se chiffrent en centaines de milliards de dollars. Une bénédiction qui devrait propulser le pays et ses onze millions d'habitants au rang des puissances économiques qui comptent sur le continent. Voilà pour la théorie. Dans la réalité, la Guinée reste un nain économique, l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, aux ressources encore largement inexploitées. Un

État corrompu surtout, placé au 154^e rang sur 174 par Transparency International **dans son dernier classement** de la corruption mondiale.



© The Financial Times

C'est pour sortir la Guinée de ce marasme, assure-t-il, qu'Alpha Condé, le président élu en 2010 (dans les conditions controversées que nous avons décrites **dans le premier volet de notre enquête**) a annoncé voilà six mois sa volonté de **tripler la production de bauxite** de son pays d'ici 2020. Ce minerai, premier composant de l'aluminium, est un des principaux carburants de l'essor économique de la Chine, qui en consomme toujours plus. En toute logique, et après une visite de Condé à Berlin, un consortium chinois, China Power Investissement Corporation (CPI), **vient d'obtenir le sésame** pour lancer l'exploitation d'une titanesque mine de bauxite et l'installation d'une usine d'aluminium. Un investissement total évalué à plus de 6 milliards de dollars !

Mais les Chinois ne sont pas les seuls investisseurs étrangers dans le pays, loin de là. En tout, huit projets sont sur la ligne de départ, rien que pour la bauxite. Un conglomérat d'Abou Dhabi a reçu récemment le feu vert. Tout comme Rusal, le numéro un mondial de l'aluminium, qui lancera une nouvelle usine. Le groupe russe aura dû cependant mettre la main au porte-monnaie, en signant **un chèque de 832 millions de dollars** au trésor guinéen pour régler des litiges en cours. Installé depuis de longues années dans le pays, il était en butte à l'hostilité du gouvernement, qui l'accusait de graves dégâts environnementaux et menaçait de lui retirer son autorisation d'opérer sur le territoire. Les salariés d'une de ses usines étaient aussi en grève depuis un an pour dénoncer

leurs conditions de travail. En février, le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, était venu jouer les réconciliateurs sur place.

La très bonne affaire du franco-israélien Beny Steinmetz

Rusal a donc choisi de transiger, pour ne pas céder sa place dans ce paradis des matières premières. Car en Guinée, perdre du jour au lendemain une concession valant des millions de dollars est tout à fait possible. Rio Tinto en a fait la douloureuse expérience. À la fin des années 1990, le géant anglo-australien avait obtenu les droits d'exploitation de ce qui est la véritable pépite nationale : Simandou. Une montagne perdue au sud du pays, dans la forêt équatoriale, qui cache ce qui est considérée comme la plus importante réserve mondiale non exploitée de minerai de fer. Un trésor de plusieurs dizaines de milliards de dollars, qui reste encore inviolé. Et pour cause.

Rio Tinto avait obtenu la concession de Simandou des mains de Lansana Conté, le dictateur qui a dirigé le pays de 1984 à sa mort, en décembre 2008. C'est le même autocrate qui reprend la moitié des droits du site, quelques semaines avant sa mort à Genève, au motif que l'entreprise a tardé à creuser la montagne. La moitié du domaine est en fait offerte à Beny Steinmetz Group Resources (BSGR), filiale du groupe de Beny Steinmetz, franco-israélien basé à Genève et première fortune d'Israël. Steinmetz a démarré à la tête de l'entreprise familiale de diamants, s'est solidement implanté en Angola ou en Sierra Leone, et s'est depuis diversifié tous azimuts dans l'immobilier, le pétrole, le gaz ou les mines, dans plus de vingt pays.



Simandou, le plus grand gisement de minerai de fer au monde. © (dr)

Pas de plus belle pépite que Simandou pour qui cherche à grossir vite dans le domaine du fer. Le coup de Steinmetz est magnifique. D'autant qu'il n'a

presque rien payé pour l'obtenir : à peine 160 millions d'investissements, dans les forages, mais aussi dans des infrastructures du pays – écoles, dispensaires, centre culturels... Une broutille au vu de la valeur réelle de sa nouvelle possession. En avril 2010, BSGR s'allie au brésilien Vale, le plus gros producteur de minerai de fer au monde, en lui cédant 51 % de sa filiale guinéenne. Vale débourse... 2,5 milliards de dollars, dont 500 millions payables immédiatement ! La culbute est énorme pour le magnat franco-israélien.

Vaste enquête internationale anticorruption

Cette belle opération financière récompense la patience de Steinmetz, et sa capacité à tisser des liens de confiance avec les gouvernements successifs. Un étonnant relationnel, aujourd'hui examiné de près par le FBI et la justice américaine, qui ont dessiné les contours d'une vaste affaire de corruption. Elle concerne au moins deux résidents américains et un Français, aujourd'hui emprisonné aux États-Unis, et aurait visé à assurer au groupe israélien la mainmise sur Simandou, en dépit de l'instabilité politique locale.



Benny Steinmetz, roi du diamant, détient plusieurs exploitations minières. © (dr)

Les régimes se sont en effet succédé en Guinée. À la mort de Lansana Conté, un coup d'État militaire installe Moussa Dadis Camara à la tête de l'État. Fin 2009, ce dernier est écarté après s'être fait tirer dessus par son aide de camp, et est remplacé par un gouvernement intérimaire, qui organise la transition démocratique avec les élections de novembre 2010. Et jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Alpha Condé, Steinmetz a conservé ses droits sur Simandou. Comment ? Par une vaste activité de « lobbying » et à coup de millions de dollars, selon la justice américaine. Les différents éléments de cette vaste

opération de corruption ont été largement documentés par le *Financial Times*, *Le Monde* et (dans un article extrêmement long) par le *New Yorker*.

Par le biais des sociétés qu'il ouvre à tour de bras dans les paradis fiscaux, le groupe BSGR aurait multiplié les petits cadeaux, bien qu'il les conteste officiellement. Une montre en or incrustée de diamants pour Lansana Conté ou une formule 1 miniature elle aussi ornée d'un diamant pour le ministre des mines du gouvernement intérimaire, Mahmoud Thiam. L'homme qui explique justement les coulisses des accords politico-miniers guinéens et qui complotait pour faire chuter Condé dans la conversation **révélée par Mediapart (et disponible en intégralité dans le volet Prolonger)**.

Dans un communiqué du 30 octobre 2012, le gouvernement guinéen assure par ailleurs que Thiam effectuait « *des paiements réguliers* » à divers dirigeants militaires de la part de Steinmetz. L'ex-ministre dément, et se défend de façon énergique. Par exemple **dans ce long entretien** à la presse guinéenne de juillet 2012, ou **dans une lettre ouverte** publiée en décembre 2012, où il attaque sévèrement Alpha Condé.



Mahmoud Thiam. © (dr)

Le FBI a aussi remonté la trace de plusieurs contrats signés entre Mamadie Touré, une jeune femme résidant aujourd'hui en Floride qui se présente comme la quatrième épouse de Lansana Conté, et un Français, Frédéric Cilins. Patron de la société Pentler Holdings, une société écran créée aux îles Vierges britanniques et liée de multiples façons à BSGR, Cilins promet par contrat 4 millions de dollars à la jeune femme si BSGR obtient la concession de Simandou. La moitié de cette somme est destinée à la femme de feu le dictateur, l'autre moitié doit être répartie entre « *les personnes de bonne volonté* » qui l'ont aidée.

C'est exactement ce dispositif qui est décrit à Thiam dans la conversation enregistrée le 2 décembre 2012, par Samuel Mebiame, fils d'un ancien premier ministre gabonais et influent conseiller de grands industriels sud-africains. Écoutez-le :

Le 14 avril dernier, en Floride, Frédéric Cilins rencontre Mamadie Touré et lui propose un million de dollars pour faire disparaître les documents compromettants. Trop tard. La jeune femme a déjà été coincée par le FBI, et a accepté de collaborer. Elle enregistre la conversation, où revient à plusieurs reprises le nom d'une société, non précisée par le FBI, mais pas difficile à deviner. Le jour même, Cilins est arrêté à l'aéroport. Fin août, la police suisse effectue des perquisitions au domicile de Beny Steinmetz, sur commission rogatoire de la Guinée.

D'un coup, les nuages se sont amoncelés pour BSGR. Difficile de ne pas y voir une conséquence de ses relations difficiles avec le nouveau régime. À son arrivée au pouvoir, Alpha Condé a en effet entrepris de remettre à plat les relations de la Guinée avec les compagnies minières, qu'il veut plus transparentes. Il est appuyé par le financier américain George Soros, 30^e fortune mondiale selon le magazine *Forbes*, et financier aux poches profondes de multiples ONG en faveur de la démocratisation. L'ex-premier ministre britannique Tony Blair, qui mélange un rôle de consultant et de chantre de la transparence en Afrique, est lui aussi de la partie.

Le gouvernement élu crée un comité technique pour réexaminer tous les accords miniers, multiplie par trois les redevances qu'il se fait payer, et s'octroie unilatéralement des participations de 15 % dans les mines privées, regroupées au sein d'une entreprise publique, la Soguiami (Société guinéenne de patrimoine minier).

Bolloré en embuscade

Il y a deux façons de voir cette reprise en main. Celle que défend le gouvernement, qui parle d'un sursaut démocratique et citoyen, contre la corruption. Et celle de BSGR, qui n'y voit qu'une façon d'écarter les gêneurs et de confier leur pactole à des entreprises amies... Le groupe de Steinmetz est en effet en

difficulté depuis qu'il a refusé de mettre la main à la poche pour conserver ses droits sur Simandou. Rio Tinto, qui en possède encore la moitié (mais en détenait au départ la totalité), a accepté de payer 700 millions de dollars supplémentaires.

C'est au moment où BSGR a refusé que les enquêtes sur ses pratiques ont démarré. Et ce n'est pas la justice américaine ou le FBI qui les a lancées dans un premier temps, mais des bataillons de juristes et de détectives privés financés par George Soros, le soutien principal d'Alpha Condé. Le procureur américain s'est réveillé après eux, et peut-être en s'appuyant sur leurs résultats.

Attaquer un adversaire politique en l'accusant de corruption, la méthode est efficace. À tel point qu'elle a été reprise en sens inverse, par le camp cherchant à abattre Alpha Condé. Et la menace est sérieuse pour le président élu. En juin 2012, le journal britannique *Sunday Times* **annonçait** que la banque mondiale avait ouvert une enquête sur un étrange contrat liant l'État guinéen à des industriels sud-africains. C'était le point d'orgue de « l'affaire Palladino ».

L'opposition guinéenne accuse Alpha Condé d'avoir signé une convention de crédit liant la Soguijami, la société publique détenant les participations dans les mines du pays, à une société basée aux îles Vierges (encore), Palladino. Cet intermédiaire est géré par un homme d'affaires sud-africain, Walter Hennig, et par Samuel Mebiame, le discret conseiller des industriels du pays. L'accord signé prévoit que le Sud-Africain prête 25 millions de dollars à la Guinée. En garantie, l'État apportait une participation de 30 % dans la Soguijami. La garantie semble largement disproportionnée. Et pour ajouter aux soupçons, le prêt n'est jamais apparu dans les comptes nationaux.

Devant le scandale, le prêt a été remboursé et l'accord est donc caduc. Il n'en demeure pas moins que le but de l'opération est louche. N'aurait-elle pas été pensée pour financer Alpha Condé, en échange de parts de marché dans les mines sud-africaines ? C'est **ce que laisse entendre** le très respectable quotidien sud-africain *Mail & Guardian*, en donnant la parole à... Mahmoud Thiam.

Il est vrai que Thiam tient l'information de première main. C'est Mebiame lui-même qui lui a raconté, lors de leur rencontre enregistrée, le mécanisme mis en place pour financer Alpha Condé pendant sa campagne présidentielle et plus tard, en vue des législatives qui devaient se tenir en 2011 (mais qui viennent finalement seulement d'avoir lieu). À la manœuvre, les services secrets sud-africains et un dénommé Tokyo Sexwale, que Mebiame qualifie de « père ». Sexwale est une figure sud-africaine, compagnon de prison de Nelson Mandela, ancien haut responsable de l'ANC, son parti politique, plusieurs fois ministre, et industriel avisé qui souhaite mettre la main sur des mines guinéennes...

Écoutez la conversation entre Thiam et Mebiame, qui affirme d'ailleurs que le scandale Palladino cache des sommes beaucoup plus importantes que les 25 millions régulièrement cités :

La valse des concessions en Guinée est donc effrénée, reflet officiel d'affrontements politiques et industriels sans merci. Dernier exemple en date ? C'est le groupe Bolloré qui vient de se voir attribuer la concession du port de Conakry, et la réalisation de la ligne de chemin de fer reliant la capitale à Kankan. Soit plus de 600 kilomètres stratégiques, qui permettent au groupe français de solidifier son emprise sur le continent, toujours avec la même méthode : avoir la haute main dans le même pays sur l'entrée, la sortie et le transport de marchandises vitales pour l'économie nationale.

Pourtant, c'est BSGR et le brésilien Vale qui devaient réaliser cette ligne de chemin de fer. Le président brésilien Lula était même venu inaugurer les travaux en 2011. Mais Alpha Condé entretient de bonnes relations avec le gouvernement français. Et d'encore meilleurs rapports avec Vincent Bolloré, qui l'avait déjà appuyé pour prendre contact avec Nicolas Sarkozy en 2010. Des arguments qui valent bien, apparemment, des contrats signés par des partenaires en disgrâce.

Boite noire

Cet article est le deuxième volet de notre enquête sur la Guinée.

Nous avons pu nous procurer l'enregistrement dévoilé il y a environ deux semaines et nous l'avons authentifié. Contacté par Mediapart, Mahmoud Thiam ne conteste nullement son contenu, comme nous l'avons raconté dans le premier volet de cette enquête. Depuis, de courts extraits ont été utilisés et mis en ligne dans la presse guinéenne, à l'appui de telle ou telle thèse. Or c'est bien l'intégralité de cette longue

conversation qui nous semble du plus grand intérêt dans ce qu'elle laisse comprendre de l'implication des différents acteurs, des jeux de pouvoir et d'argent et du poids déterminant des grandes compagnies minières sur la vie politique du pays.

L'intégralité de l'enregistrement est disponible, et ses grandes lignes détaillées, **dans l'onglet Prolonger**.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.